CE MONDE QUI BOUGE

Amnon Kapeliouk, ou l'engagement d'un juif israélien envers la Palestine

Par Hassane Zerrouky

Un ami de la cause palestinienne vient de partir. Amnon Kapeliouk, 78 ans, né en Palestine, est mort des suites d'une intervention chirurgicale vendredi dernier. Journaliste israélien, il a collaboré à plusieurs journaux, dont *Yedioth Aharonoth*, *le Monde*, *le Monde diplomatique*, mais aussi *l'Humanité*. Ecrivain, il a écrit une remarquable biographie de Yasser Arafat, préfacée par Nelson Mandela, *Arafat l'indestructible* (ed.Fayard) ainsi que plusieurs livres-témoignages sur les crimes de guerre israéliens, dont *Enquête sur un massacre* (ed. Sned Alger 1982) sur Sabra et Chatila, *Hébron : Un massacre annoncé* (1994).

Amnon Kapeliouk, juif antisioniste, ami d'Arafat et de plusieurs dirigeants palestiniens, s'est de tout temps tenu aux côtés des Palestiniens. A chaque fois que c'était nécessaire, il prenait sa plume pour dénoncer et témoigner.

Voici ce qu'il écrivait le 16 janvier dernier dans les colonnes de *l'Humanité* sur le siège de Ghaza : «La sauvagerie qui vise une population sans défense se résume en 1050 personnes tuées, dont un quart d'enfants et 130 femmes.

Le nombre de blessés atteint 4 500 dont quelques centaines sont dans un état grave. Cette opération barbare n'a épargné personne, et la terrible puissance de feu de l'aviation, de l'artillerie, des chars et de la marine militaire d'une armée très forte et sophistiquée a visé les quartiers civils dont les camps de réfugiés» avant de conclure : «Sans doute la Haute Cour internationale de La Haye va-t-elle examiner ce qui s'est passé sur cette bande martyre de Ghaza».

S'exprimant couramment en arabe tant à l'oral qu'à l'écrit, opposé aux guerres successives d'Israël, à la colonisation des territoires palestiniens, Amnon Kapeliouk a été l'un des rares journalistes étrangers à avoir interviewé Yasser Arafat alors assiégé dans ses bureaux de la Moukata, à Ramallah. En 2005, il écrit un article dans *le Monde diplomatique* dans lequel il développe la thèse suivant laquelle Yasser Arafat avait été empoisonné. Voici son témoignage : «Le 28 septembre, lors du quatrième anniversaire de l'Intifada Al-Aqsa, je le revois pour la dernière fois (...) Son visage est amaigri, et il semble flotter dans ses vêtements (...) Au mois d'octobre, son état de santé se dégrade. Le 12, quatre heures après le dîner, il commence à souffrir de maux de ventre, de vomissements et de diarrhées. Soigné pour une grippe intestinale, il ne réagit pas aux médicaments (...)

Le 27, aggravation subite : il perd connaissance pendant un quart d'heure. L'ex-ministre de la Culture Yasser Abed Rabbo, qui vient de lui rendre visite, me confie : Son état est très grave, très grave». Le 29 octobre, quand Arafat est évacué vers la France, Kapeliouk écrit : «Au lieu de son éternel keffieh, le raïs porte un chapeau de fourrure et sourit étrangement: ce n'est pas le Arafat que je connais depuis notre première rencontre en août 1982, à Beyrouth-Ouest assiégée (...) A Clamart, il arrive conscient, mais très affaibli. Les premiers examens ne mettent en évidence ni leucémie ni tumeurs, mais une grave inflammation du tube digestif, que les médecins combattent avec de fortes doses d'antibiotiques et d'anti-inflammatoires. Son état s'améliore : il marche un peu dans sa chambre, parle au téléphone avec le président Jacques Chirac et avec plusieurs dirigeants palestiniens. Mais, le 3 novembre, il sombre soudain dans le coma. Il souffre d'une série de symptômes graves, attribués à une toxine inconnue que les médecins français ne parviennent pas à détecter (...) Deux semaines après son arrivée, le président Yasser Arafat ferme les yeux pour toujours. Pour expliquer cette mort subite, la presse israélienne, on l'a vu, a évoqué trois causes : infection, sida ou empoisonnement.»

Tel était Amnon Kapeliouk dont l'engagement et les écrits sur la lutte du peuple palestinien ont fait beaucoup plus pour la cause de celui-ci que les attentats-suicides ou les discours braillards de certains dirigeants arabes et musulmans.

H. Z.

Al-Qaïda au Maghreb veut faire parler d'elle en France

Depuis la fin du mois dernier, un débat est initié en France sur le phénomène du port de la «burqa», ou «voile islamiste intégral», dont l'apparition semble se répandre de plus en plus dans le pays.

C'est à la veille de l'installation, hier, d'une «mission d'information» à qui il a été accordé six mois pour rendre son rapport sur la question, qu'«Al-Qaïda au Maghreb» s'est invitée, de manière fracassante, dans ce débat à travers un communiqué où elle s'en prend à «la France et à ses intérêts, où qu'il se trouvent», considérant qu'«elle concentre toutes ses capacités, mobilise toutes ses institutions et organise ses rangs pour mener une nouvelle guerre perfide contre nos sœurs» qui portent ce type de voile.

Le communiqué est signé par le terroriste en chef de la branche maghrébine d'Al-Qaïda, contrairement à la tradition, où, pour ce genre de sorties, c'est sa «commission médiatique» qui s'en charge. Depuis son arrivée à la tête de l'organisation, en août 2004, il n'a eu à apposer son propre nom que sur une vingtaine de communiqués, parmi les quelque 130 diffusés par son organisation, dont celui d'avant-hier est le troisième où la France est directement visée.

Déjà, dans le tout premier communiqué daté du même mois de sa désignation à la tête du GSPC, avant son allégeance à Al-Qaïda, il a tenté d'impliquer les services secrets français dans l'arrestation de Abderrezak «Le Para» par le mouvement en rébellion au Tchad (le MTJD).

Le deuxième a été adressé en juillet 2007, à l'intention du président Sarkozy, à l'occasion d'une visite officielle en Algérie lors de laquelle il a «refusé l'amitié de l'Algérie avec la France». Le dernier est celui où il s'invite dans le débat franco-français sur la «burqa».

Néanmoins, il y a lieu de noter que rares sont les sorties médiatiques du GSPC, avant et après son affiliation à Al-Qaïda, comme d'ailleurs toutes les autres organisations de même nature qui l'ont précédé, où le terrorisme en Algérie n'a pas tenté d'impliquer la France dans la situation en Algérie à un moment ou un autre pour justifier son terrorisme.

La dernière intervention d'Al-Qaïda-mère, à travers le discours enregistré d'Abou Yahya Al-Libi, de la fin du mois dernier, est venue conforter sa branche maghrébine en plaçant son terrorisme comme un moyen de libération de l'Algérie des prétendus liens de soumission à la France.

Ce discours, en lui-même grandement encourageant pour elle, Al-Qaïda au Maghreb va le «traiter» jusqu'à l'usure.

L'opportunité du débat actuel en France sur la «burqa» est une occasion en or saisie par l'organisation terroriste pour signifier à l'idéologue d'Al-Qaïda que son message a été perçu cinq sur cinq. Avec ou sans ce débat, il était attendu de l'organisation de Ben Laden que le GSPC, au moment même où elle a approuvé en septembre 2006 son adhésion en son sein, soit une «épine dans la gorge de la France», selon le vœu de Zawahiri dans son message annonçant cette allégeance.

Jusqu'à présent, cela n'est resté qu'un vœu, même si des intérêts ou ressortissants français ont été ciblés à deux reprises par Al-Qaïda au Maghreb en Algérie et en Mauritanie, parmi d'autres intérêts étrangers, et que la probabilité d'autres attaques de même nature n'était pas écartée.

Mais le ton, volontairement très agressif et violent du communiqué diffusé avant-hier soir, montre, par lui-même, que l'intention première de l'organisation terroriste est surtout de tenter de faire parler d'elle et s'offrir, ainsi, une campagne médiatique. Du moins dans un premier temps. Sinon, elle aurait pu frapper (qu'à Dieu ne plaise) en guise d'«avertissement» et, ensuite, étaler son blabla pour expliquer son geste.

Cependant, le risque, cette fois, s'est élevé d'un cran. Dans son communiqué, Al-Qaïda au Maghreb a pris «l'engagement devant Allah» de défendre l'«honneur» des femmes qui optent pour le port de la «burqa» en France, où elle «n'est pas la bienvenue», selon la déclaration du président français. Dans sa logique machiste, elle se doit de montrer que sa parole n'est pas celle d'une femme.

Mohamed Issami

SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le régime indemnitaire prochainement discuté

Le régime indemnitaire des travailleurs de la formation professionnelle sera discuté prochainement. Sur instruction du Premier ministre, l'ensemble des secteurs d'activité devront identifier leurs besoins en main-d'œuvre.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir) - Hôte hier du Centre de presse du quotidien *El Moudjahid*, le ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels, El-Hadi Khaldi, a indiqué que le régime indemnitaire des travailleurs de son secteur sera discuté «dans quelques jours».

Une commission placée sous l'égide du secrétariat général du gouvernement et de ce département ministériel planche sur ce régime, selon El-Hadi Khaldi qui a précisé que la porte reste ouverte aux représentants des travailleurs.

A condition que ceux-ci soient réellement représentatifs et dans le strict respect des dispositions légales. Dans le même ordre d'idées, l'hôte d'*El Moudjahid* a précisé qu'aucune promotion n'est possible sans une formation qualifiante idoine.

Abordant la modernisation, la mise à niveau et la réorganisation de l'administration sectorielle, El-Hadi Khaldi a indiqué qu'un conseil interministériel a été récemment consacré à ce secteur, au potentiel encore sous-utilisé. Et d'autant que 40% des effectifs travaillent dans le secteur informel.

Dans ce sens, le Premier ministre va instruire prochainement l'ensemble des secteurs d'activité, d'identifier leurs besoins en main-d'œuvre. Il s'agit, dira El-Hadi Khaldi, de créer la synergie et développer la concertation en matière de politique nationale sectorielle.

En outre, un décret sera pris en vue de créer le Conseil du partenariat, associant le département d'El-Hadi Khaldi aux ministères du Travail, l'Emploi et la Sécurité Sociale et de la Solidarité nationale, la Famille et la Communauté établie à l'étranger.

Néanmoins, la création envisagée de la Bourse des Métiers, un outil d'orientation, et de l'Observatoire national de la formation, à l'étude, a été reportée en attendant le lancement du Conseil de partenariat.

Auparavant, le ministre de l'Enseignement professionnel avait présenté le bilan 2008 et les perspectives à terme et estimé que son secteur est prêt pour la rentrée professionnelle 2009-2010. Selon le ministre de tutelle, plus de 1100 établissements dont 77 nouveaux pourront accueilir près d'un million de stagiaires et apprentis dont plus de 350 000 nouveaux.

Et en précisant que cette rentrée est prévue le 17 octobre 2009, soit un mois après la rentrée scolaire, afin de permettre aux bacheliers intéressés de s'inscrire dans de bonnes conditions. Et des intéressés qui pourront également s'inscrire, mais à moyen terme, dans des établissements privés d'enseignement et formations professionnels.

Des établissements tenus de respecter un cahier des charges en voie d'élaboration et un programme théorique et pratique conforme au programme officiel.

C. B.

BANCASSURANCE

La CAAR et le CPA s'associent

La Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (CAAR) et le Crédit populaire d'Algérie (CPA), partenaires depuis le 20 mai 2008, ont conjointement lancé, hier, la distribution de produits d'assurance. Entamée au niveau de trois agences pilotes du CPA (les agences Val-Hydra 174, Didouche-Mourad 101 et Bab-Ezzouar 146), cette action sera étendue à 54 agences à terme, selon un planning et une couverture meilleure du territoire national.

Dans une première étape, l'assurance multirisque habitation, l'assurance catastrophe naturelle, l'assurance temporaire au décès et l'assurance crédit seront commercialisées.

Cette gamme de produits sera élargie dans une seconde étape, avec la commercialisation de l'assurance voyage à l'étranger, l'assurance groupe et l'assurance individuelle accident (adhésion collective).

C. B.